

David Mennessier, sur Facebook, 21 juillet

Ce qui est arrivé à Barbara Butch à Grenoble me bouleverse et me met profondément en colère.

Pas seulement parce qu'une artiste a été empêchée de jouer. Pas seulement parce qu'une femme juive, lesbienne, grosse, déjà ciblée par l'extrême droite, a de nouveau été livrée à la violence, à l'insulte, à l'intimidation et à la haine. Mais parce que cette violence s'est cette fois avancée sous les habits d'une cause que je considère comme juste : la solidarité avec le peuple palestinien.

Et c'est précisément cela qui me semble insupportable.

Je veux le dire le plus clairement possible : rien, absolument rien, dans la défense des droits du peuple palestinien, ne peut justifier qu'on chasse une artiste d'une scène. Rien ne peut justifier les insultes, les projectiles, les menaces, la mise au ban, l'humiliation publique, la désignation d'une personne comme cible. Rien ne peut justifier que l'antisémitisme devienne une injure plaquée sur un corps juif, un soupçon permanent, une assignation, une autorisation implicite de faire taire.

On peut critiquer les positions d'une artiste. On peut refuser de l'écouter. On peut contester une programmation. On peut appeler au débat, à la contradiction, à la vigilance politique. On peut et on doit dénoncer les crimes commis par le gouvernement israélien, la destruction de Gaza, la colonisation, l'occupation, l'impunité, les violations répétées du droit international.

Mais empêcher physiquement une artiste de travailler, la poursuivre de ville en ville, faire pression pour qu'elle disparaisse de la vie publique, ce n'est pas une stratégie d'émancipation. C'est une logique de proscription.

Et quand cette logique vise une femme juive en la rendant comptable de ce que fait l'État israélien, alors il faut avoir le courage de nommer le problème : quelque chose d'antisémite est en train de circuler dans une partie de nos espaces militants.

Je sais que cette phrase peut déranger. Je sais qu'elle sera peut-être reçue comme une trahison par certains. Mais je refuse de laisser l'antisémitisme devenir un angle mort de la gauche, des milieux progressistes, des collectifs antiracistes, queer, féministes ou décoloniaux. Je refuse qu'au nom d'une cause juste, on rende à nouveau des personnes juives suspectes par principe, sommées de se justifier, d'expier, de prouver qu'elles sont du bon côté, de dénoncer suffisamment fort, suffisamment vite, suffisamment selon les codes du moment.

La solidarité avec les Palestinien·nes ne gagne rien à cela. Elle se salit. Elle s'affaiblit. Elle perd son exigence morale et politique. Elle devient méconnaissable.

Car une lutte de libération qui tolère en son sein l'assignation collective, la haine, la déshumanisation ou la violence contre des personnes juives ne combat plus seulement une oppression : elle reproduit les mécanismes mêmes qu'elle prétend combattre.

Il faut tenir ensemble plusieurs vérités.

Oui, l'État israélien mène une politique meurtrière et destructrice contre le peuple palestinien.

Oui, les gouvernements occidentaux, dont les États européens, portent une immense responsabilité par leur lâcheté, leur complicité ou leur inaction.

Oui, il faut des sanctions concrètes contre le gouvernement israélien, contre la colonisation, contre l'impunité.

Oui, il faut refuser que la mémoire juive soit instrumentalisée pour couvrir l'injustifiable.

Mais non, cela ne donne à personne le droit de transformer des artistes juifs ou juives en cibles.

Non, cela ne donne à personne le droit de décider qu'une personne n'a plus le droit de monter sur scène.

Non, cela ne donne à personne le droit de confondre critique d'un État, critique d'un gouvernement, critique du sionisme, et mise en accusation permanente de personnes juives présentes dans l'espace public.

Ce qui se joue ici dépasse Barbara Butch. Cela concerne la santé morale et politique de nos milieux. Si nous ne sommes plus capables de distinguer une critique politique légitime d'une assignation antisémite, alors nous mettons en danger toutes nos luttes. Si nous acceptons que la violence se donne des airs de justice parce qu'elle vise quelqu'un que certains auront préalablement désigné comme indéfendable, alors nous détruisons nos propres principes.

Je dis cela depuis l'endroit qui est le mien : celui de quelqu'un qui continue de se sentir pleinement engagé à gauche, solidaire du peuple palestinien, opposé à la politique du gouvernement israélien, attaché aux luttes antiracistes, féministes, décoloniales, sociales et antifascistes. Mais aussi depuis une histoire juive, une mémoire, une inquiétude intime face à ce que je vois remonter, parfois sous des formes nouvelles, parfois sous des mots anciens repeints aux couleurs du moment.

Il ne s'agit pas de demander aux milieux militants de se taire sur Israël. Surtout pas. Il s'agit au contraire de leur demander de parler mieux, de penser mieux, de lutter mieux. Avec plus de précision. Avec plus de rigueur. Avec plus de courage. Avec moins de réflexes de meute.

Car la lutte contre l'oppression des Palestinien·nes doit rester une lutte pour la justice. Elle ne peut pas devenir le lieu où s'autorise une haine à bas bruit des Juifs et des Juives. Elle ne peut pas devenir le lieu où l'on confond l'État israélien, son gouvernement, son armée, ses institutions, avec des individus juifs rendus responsables par contamination.

Nos luttes ne survivront pas à ce poison si nous refusons de le nommer.

Il faut défendre les Palestinien·nes sans céder à l'antisémitisme.

Il faut combattre l'antisémitisme sans relativiser les crimes commis contre les Palestinien·nes.

Il faut refuser l'instrumentalisation de l'antisémitisme par les défenseurs inconditionnels du gouvernement israélien.

Mais il faut tout autant refuser l'instrumentalisation de l'antisionisme par celles et ceux qui ne veulent plus voir quand une ligne est franchie.

Cette ligne a été franchie à Grenoble.

Et si nous voulons que nos combats restent vivants, justes, émancipateurs, il faut être capables de le dire clairement.